



**Fondation
Farid Danko**

DIAGNOSTIC SUR LA DISPONIBILITÉ ET LA FONCTIONNALITÉ DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES DANS LES ÉCOLES PUBLIQUES DU BÉNIN : CAS DE LA COMMUNE DE N'DALI



© Fondation Farid Danko

Publié le 19 novembre 2025 à l'occasion de la Journée mondiale des toilettes
Tous droits réservés.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements
Sigles et abréviations
Résumé exécutif

1. INTRODUCTION 09

- 1.1. Contexte et justification
- 1.2. Objectif de l'étude
- 1.3. Intérêt de l'étude

2. CADRE ET METHODE D'ETUDE 11

- 2.1. Cadre de l'étude
- 2.2. Type d'étude
- 2.3. Cible de l'étude et taille de l'échantillon
- 2.4. Variables de l'étude
 - 2.4.1. Variables liées à la disponibilité des infrastructures
 - 2.4.2. Variables liées au fonctionnement des infrastructures
- 2.5. Techniques et outils de collecte de données
- 2.6. Analyse des données
- 2.7. Autorisation de collecte de données

3. RESULTATS 14

- 3.1. Disponibilité et fonctionnement des latrines dans les écoles
- 3.2. Existence et fonctionnement des urinoirs
- 3.3. Types de traitement d'eau de boisson dans les écoles
- 3.4. Dispositifs de lavage des mains dans les écoles
- 3.5. Modes de gestion des déchets
- 3.6. Existence des comités d'hygiène et de gestion des infrastructures sanitaires
- 3.7. Analyse FFOM liée au fonctionnement des écoles
 - 3.7.1. Forces
 - 3.7.2. Faiblesses
 - 3.7.3. Opportunités
 - 3.7.4. Menaces

4. RECOMMANDATIONS 25

- 4.1. Renforcer et adapter les infrastructures WASH scolaires
 - 4.1.1. Latrines scolaires
 - 4.1.2. Accès à l'eau potable
 - 4.1.3. Dispositifs de lavage des mains
 - 4.1.4. Gestion des déchets
- 4.2. Améliorer la gestion des infrastructures
- 4.3. Promouvoir la sensibilisation et l'éducation à l'hygiène
- 4.4. Assurer la durabilité et la coordination des interventions

5. CONCLUSION	28
----------------------	----

6. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	29
---------------------------------------	----

MOT DU PRÉSIDENT

Les infrastructures scolaires sont bien plus que des murs, des bancs ou des tableaux. Elles incarnent les conditions mêmes dans lesquelles les enfants apprennent, grandissent et se construisent un avenir. Lorsque ces infrastructures manquent d'éléments essentiels d'accès à l'eau potable, à des sanitaires décents, à un environnement hygiénique, c'est la dignité des élèves qui est atteinte, leur santé qui est fragilisée, leur scolarisation qui est compromise.

C'est ce constat, profondément humain, qui a conduit la Fondation Farid Danko à initier ce **diagnostic approfondi des infrastructures sanitaires scolaires dans la commune de N'Dali**. Nous n'avons pas voulu nous contenter d'impressions ou de récits isolés : nous avons voulu documenter rigoureusement la réalité, en donnant la parole aux écoles, aux enseignants, aux enfants.

Ce travail s'inscrit dans notre vision plus large : celle d'une éducation réellement inclusive, protectrice et équitable. Nous croyons que chaque enfant a le droit d'apprendre dans un environnement qui respecte sa santé, son intimité et sa dignité. Nous savons aussi que les enjeux de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement en milieu scolaire restent trop souvent sous-estimés, alors qu'ils conditionnent en profondeur la réussite éducative et le bien-être des élèves en particulier pour les filles et pour les enfants en situation de mobilité réduite.

À travers ce rapport, nous souhaitons **contribuer au débat public**, éclairer les politiques éducatives, et inviter l'ensemble des acteurs autorités locales, partenaires institutionnels, fondations, organisations de la société civile à faire de l'amélioration des infrastructures sanitaires scolaires une priorité concrète.

Ce travail n'est qu'une étape. Il appelle des actions, des engagements, des partenariats. La Fondation Farid Danko est déterminée à poursuivre cette dynamique et à collaborer avec tous ceux qui partagent cette même exigence : offrir à chaque enfant un cadre d'apprentissage digne et propice à son plein épanouissement.



Farid Danko

Président, Fondation Farid Danko

REMERCIEMENTS

La Fondation Farid Danko tient à exprimer sa profonde gratitude à toutes les personnes et institutions qui ont contribué à la réalisation du présent Diagnostic sur l'état des infrastructures sanitaires dans les écoles primaires publiques de la commune de N'Dali.

Ce travail n'aurait pas été possible sans la collaboration active :

- Des directions d'écoles et enseignants, pour leur accueil et leur disponibilité sur le terrain ;
- Des équipes d'enquêteurs qui ont parcouru l'ensemble des écoles concernées, parfois dans des conditions difficiles ;
- De la mairie de N'Dali, pour son appui logistique et institutionnel tout au long du processus ;
- Des services techniques communaux et des chefs d'arrondissement, pour leur accompagnement dans la coordination locale des activités ;
- Et de toutes les communautés scolaires et parents d'élèves qui ont accepté de participer aux entretiens et observations.

La Fondation exprime également sa reconnaissance envers toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à la réussite de cette étude.

ÉQUIPE DE RÉALISATION

Responsable du projet

Farid Danko – Président, Fondation Farid Danko

Coordination de projet

Tahirou Dotia – Fondation Farid Danko

ÉQUIPE DE TERRAIN

Équipe d'enquêteurs terrain

Fondation Farid Danko et collaborateurs locaux

APPUI INSTITUTIONNEL

Mairie de N'Dali

Direction Départementale des Enseignements Maternels et Primaires (DDEMP)

Services techniques communaux

DROITS D'AUTEUR ET REPRODUCTION

La forme et le contenu du présent document sont protégés par le droit d'auteur. Toute reproduction, totale ou partielle, à des fins commerciales ou de diffusion non autorisée, est interdite sans l'accord écrit de la Fondation Farid Danko.

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

FFD : Fondation Farid Danko

SPSS : Statistical Package for the Social Sciences

FFOM : Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces

OMS : Organisation Mondiale pour la Santé

WASH : Water, Sanitation and Hygiene

SWOT : Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threats

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

ODD : Objectifs de Développement Durable

ONGs : Organisations Non Gouvernementales

APE : Association des Parents d'Élèves

UNICEF : United Nations International Children's Emergency Fund (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance)

UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture)

EVALUATION DE LA DISPONIBILITE ET DE LA FONCTIONNALITE DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES DANS LES ECOLES PUBLIQUES AU BÉNIN : CAS DE LA COMMUNE DE N'DALI

Résumé :

L'insuffisance d'infrastructures d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans les écoles primaires publiques constitue une menace pour la santé et la réussite scolaire des enfants au Bénin. Dans la commune de N'Dali, cette problématique touche particulièrement les filles et les élèves en situation de handicap, exposés à un environnement scolaire peu adapté à leurs besoins spécifiques. C'est dans ce contexte que la Fondation Farid Danko (FFD) a commandité une étude diagnostique en vue d'orienter ses futures interventions en milieu scolaire.

Cette étude transversale a été menée de février à mai 2025 dans l'ensemble des 94 écoles primaires publiques de la commune. La collecte des données a mobilisé des outils numériques (KoboToolbox), combinant l'observation directe des infrastructures et des entretiens avec les responsables d'écoles. Les variables étudiées portaient sur la disponibilité, la fonctionnalité et l'accessibilité des latrines, urinoirs, dispositifs de lavage des mains et points d'eau potable, ainsi que sur l'existence de comités d'hygiène et de gestion des infrastructures. Les données ont été analysées à l'aide du logiciel SPSS, complétées par une analyse FFOM (forces, faiblesses, opportunités, menaces).

Les résultats montrent que 81 % des écoles possèdent des latrines, mais seules 69 % sont réellement fonctionnelles. Moins de la moitié de ces installations respectent la séparation par sexe, et à peine 7 % sont accessibles aux élèves handicapés. Près de 41 % des établissements ne disposent d'aucun dispositif de lavage des mains, et parmi ceux existants, plus de la moitié ne sont pas approvisionnés en eau ni en savon. L'eau, bien que présente dans 64 % des écoles, est rarement traitée (73 % des cas), ce qui accroît les risques de maladies hydriques. La gestion des déchets est globalement inadéquate : 60 % des écoles ont recours au brûlage à l'air libre, et aucune ne dispose de dépotoirs aménagés. Néanmoins, la majorité des écoles (79 %) disposent de comités d'hygiène, dont 97 % sont jugés fonctionnels, représentant une opportunité de mobilisation communautaire.

Ces constats soulignent l'urgence d'investir dans des infrastructures WASH (Water, Sanitation and Hygiene) conformes aux normes de l'OMS, accessibles à tous et durablement gérées. Le renforcement des capacités locales, l'implication des autorités communales et le soutien de partenaires techniques sont essentiels pour garantir un environnement scolaire sain, équitable et favorable à l'apprentissage.

Abstract :

The lack of adequate water, hygiene, and sanitation (WASH) infrastructure in public primary schools poses a serious threat to children's health and academic success in Benin. In the commune of N'Dali, this situation disproportionately affects girls and students with disabilities, who face daily challenges due to poorly adapted school environments. In response, the Farid Danko Foundation (FFD) commissioned this diagnostic study to guide its upcoming interventions in the area.

A cross-sectional survey was conducted from February to May 2025 across all 94 public primary schools in N'Dali. Data collection combined structured observations and digital interviews (via KoboToolbox) with school staff. The variables examined included the availability, functionality, and accessibility of latrines, urinals, handwashing stations, and drinking water points, as well as the presence of hygiene and infrastructure management committees. The data were analyzed using SPSS, along with a SWOT (Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threats) analysis.

Findings indicate that 81% of schools have latrines, yet only 69% are functional. Less than half meet gender-segregated requirements, and only 7% are accessible to students with disabilities. About 41% of schools lack handwashing stations, and of those present, over half are non-operational due to the absence of water or soap. Although 64% of schools have access to water, 73% of this water is never treated, increasing the risk of waterborne diseases. Waste management practices are rudimentary—60% of schools burn waste in open air, and none have formal waste disposal systems. However, 79% of schools have hygiene committees, with 97% reported as functional, indicating a strong foundation for community engagement.

These results highlight the urgent need to invest in inclusive and sustainable WASH facilities that meet WHO standards. Strengthening local capacities, engaging municipal authorities, and securing support from technical and financial partners are critical to ensuring a safe, dignified, and learning-friendly environment for all students.

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

La santé des enfants en milieu scolaire dépend énormément de l'existence et de la qualité de l'eau, des latrines et le service d'hygiène [1]. En l'absence d'infrastructures d'approvisionnement en eau, de dispositif de lavage des mains et de toilettes en bon état, les maladies se développent et se propagent rapidement, le milieu scolaire devient un espace à haut risque pour les élèves et les enseignants avec des rendements scolaires faibles voire l'abandon [2]. En 2015, le Bénin enregistre un faible taux d'accès à l'assainissement de base, et plusieurs communes n'avaient pas pu atteindre l'indicateur national fixé à un taux de 75 % comme projection nationale de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en matière d'assainissement [3]. Ce phénomène est particulièrement préoccupant pour les filles, qui rencontrent des difficultés supplémentaires liées à la gestion de la menstruation, un problème exacerbant les absences scolaires [4]. Alors que des installations appropriées d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) sont nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), notamment l'Objectif 4, qui vise à garantir une éducation inclusive et de qualité pour tous et à promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, et l'Objectif 6, qui vise à garantir la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous [5].

En effet, selon une étude réalisée par l'Organisation Mondiale pour la Santé (OMS) en 1997, les écoles où l'eau est rare ou absente et où les toilettes sont inutilisables à cause du manque d'entretien, (manque d'eau, verrouillage par manque de confiance aux enfants qui ne savent pas les utiliser) deviennent des lieux insalubres favorisant la propagation de maladies. Ce manque d'hygiène, notamment l'absence d'installations privées pour les filles, est un facteur d'absentéisme scolaire [6]. Cette situation crée un cercle vicieux néfaste pour les enfants, leurs familles, l'établissement scolaire et le développement de la communauté [7]. L'accès aux services WASH (eau, assainissement et hygiène) dans les écoles a un impact significatif sur la fréquentation scolaire, en particulier dans les zones rurales [8]. Des études menées au Kenya et en Tanzanie ont montré que l'amélioration de la propreté des latrines et l'accès à l'eau réduisaient l'absentéisme scolaire, notamment chez les filles, en diminuant les risques de réinfection par les helminthes et en facilitant la gestion de l'hygiène menstruelle [9].

Face à ces nombreux défis que connaît le secteur de l'éducation des enfants en Afrique de l'Ouest, et plus particulièrement au Bénin, plusieurs organisations de la société civile s'engagent activement pour y apporter des solutions concrètes. Parmi elles figurent la Fondation Claudine Talon, la Fondation Hubi et Vinciane, le Caritas Bénin, entre autres. Depuis 2024, la Fondation Farid Danko (FFD) intervient également dans ce domaine en soutenant des écoles publiques béninoises, notamment à travers la mise à disposition d'infrastructures sanitaires et d'accès à l'eau potable, ainsi que par la distribution de kits scolaires aux enfants démunis.

1.2. Objectif de l'étude

C'est dans cette dynamique que la FFD a commandité la présente étude, en prélude à ses prochaines actions dans la commune de N'Dali. L'étude a pour objectif principal d'évaluer la disponibilité et la fonctionnalité des infrastructures sanitaires dans les écoles publiques de cette commune. L'étude portait notamment sur la présence et l'état des toilettes, des points d'eau potable, des dispositifs de lavage des mains, ainsi que sur l'accessibilité de ces installations pour tous les élèves, en particulier les filles et les enfants en situation de handicap.

Elle a examiné également leur conformité aux normes sanitaires établies par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

1.3. Intérêt de l'étude

L'intérêt de cette étude est de fournir des données précieuses sur l'état des infrastructures sanitaires dans les écoles publiques du Bénin. En identifiant les lacunes et les besoins spécifiques des apprenants en matière d'assainissement et d'hygiène. Cette étude commanditée par la fondation FFD servira de guide pour la mise en œuvre des activités de cette dernière dans la commune de N'Dali. Les pouvoirs politiques ou les institutions non gouvernementales peuvent également se servir de cette étude pour orienter leurs actions et leurs ressources vers des projets ciblés d'amélioration des conditions sanitaires scolaires. Cela permettrait non seulement de prévenir les maladies liées à de mauvaises conditions d'hygiène, mais aussi de garantir un environnement propice à l'apprentissage pour tous les élèves, y compris les filles et les enfants en situation de handicap.

2. CADRE ET MÉTHODE D'ÉTUDE

2.1. Cadre de l'étude :

Située dans le département de Borgou et au cœur de celui-ci, entre 2° et 2° 40" de longitude Est ; 9° et 10° de latitude Nord, la commune de N'Dali est limitée au Nord par les communes de Bembèrèkè et de Sinendé, au Sud par les communes de Parakou et Tchaourou, à l'Est par les communes de Nikki et Pèrèrè et à l'Ouest par les communes de Djougou et Péhounco. Elle couvre une superficie de 3748 km² représentant 14,50 % de la superficie du département et 3,27 % de la superficie totale du Bénin. Sur le plan administratif, la commune compte 05 arrondissements qui sont : Bori, Gbégourou, N'Dali-Centre, Ouénou et Sirarou répartis dans 24 villages et quartiers de ville, représentant 93 localités administratives. Sa population est de 113 604 habitants, dont 57 643 hommes et 55 961 de femmes ; 57 % des enfants âgés de 6 à 11 ans sont scolarisés. De 2010 à 2015, le nombre des écoles primaires est passé de 63 à 94 et l'effectif ses accru de 23,39%, passant de 17762 à 21739 dans la commune de N'Dali.[10]

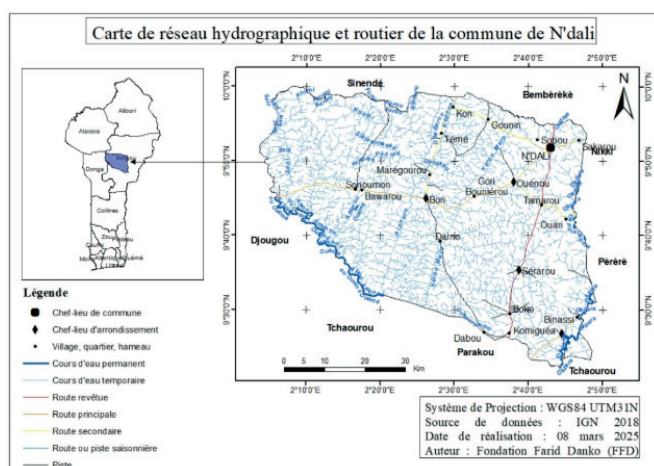


Figure 1 : Carte géographique de la commune de N'Dali

Source : (Fondation Farid Danko, 2025)

2.2. Type d'étude :

Cette étude transversale s'est déroulée de Janvier à Mai 2025.

2.3. Cible de l'étude et taille de l'échantillon

L'étude cible toutes les écoles primaires publiques de la commune de N'Dali. Dans chaque école, est fait un répertoire de toutes les infrastructures sanitaires disponibles ainsi que leur état.

2.4. Variables de l'étude

Plusieurs catégories de variables ont été prises en compte dans cette étude.

2.4.1. Variables liées à la disponibilité des infrastructures

Dans cette section, nous avons documenté la disponibilité des infrastructures sanitaires dans les écoles enquêtées. Il s'agit entre autres des latrines, des urinoirs, des dispositifs de lavage des mains et des sources d'eau. La disponibilité de chaque infrastructure est renseignée selon deux modalités : « OUI » lorsque l'infrastructure est présente au sein de l'école, et « NON » lorsqu'elle est absente. A cet effet, dans les cas où une infrastructure est présente, nous nous sommes intéressés à son type et origine, au nombre, à la répartition par sexe et selon la situation des élèves (Handicapés ou Non). Nous nous sommes également

¹ Plan de Développement Communal (PDC) de N'Dali 4ème génération

² INSAE. Résultats définitifs RGPH-4 Bénin. 2015

³ INSAE. Synthèse des principaux résultats du RGPH-4 du Borgou (RGPH-4, 2013)

⁴ MEPD. Monographie communale _ Mission de spatialisation des cibles prioritaires des ODD au Bénin _ 2019

intéressés à l'existence des systèmes de verrouillage et à des murs de protection au niveau des latrines, à la présence de l'eau et du savon au niveau des dispositifs de lavage des mains le cas échéant.

2.4.2. Variables liées au fonctionnement des infrastructures

Le fonctionnement des infrastructures disponibles a été ensuite documenté selon qu'elles soient fonctionnelles ou non ainsi que leur qualité. Cette analyse vise à identifier les dysfonctionnements éventuels et à orienter les actions prioritaires de la FFD pour améliorer l'accès et la qualité des infrastructures sanitaires au bénéfice des élèves des écoles enquêtées.

2.4.3. Variables liées à l'existence et au fonctionnement des comités d'hygiène et de gestion des infrastructures dans les écoles.

Afin d'évaluer la qualité de la gestion des infrastructures sanitaires dans les écoles, cette section s'intéresse à l'existence de comités d'hygiène et de gestion des infrastructures. L'analyse prend en compte deux aspects : la présence effective de ces comités dans les écoles, et leur fonctionnalité réelle, c'est-à-dire leur niveau d'implication dans l'entretien et le bon usage des installations.

En complément, d'autres variables ont été prises en considération pour enrichir l'évaluation :

- les pratiques de gestion des déchets au sein des écoles ;
- l'insertion de cours relatifs à l'hygiène dans les programmes scolaires ;
- l'existence d'initiatives de sensibilisation à l'hygiène et aux droits humains ;
- les interactions récentes (au cours des six derniers mois) avec des ONGs ou des inspecteurs scolaires.

2.5. Techniques et outils de collecte de données

L'étude a mobilisé deux principales techniques de collecte de données : l'entretien et l'observation directe.

Dans le cadre de l'observation, une grille structurée a été conçue pour recueillir des données factuelles sur les infrastructures sanitaires présentes dans les écoles. Les éléments observés comprenaient : la disponibilité et l'état de fonctionnement des sources d'eau ; la présence, le type et le nombre de latrines ; la répartition des latrines entre filles, garçons et personnel enseignant ; l'existence de rampes d'accès pour les élèves en situation de handicap ; la présence et la fonctionnalité des systèmes de verrouillage ; le mur de protection des latrines ; l'état de propreté des installations ; la disponibilité de dispositifs de lavage des mains, d'urinoirs, ainsi que de moyens de gestion des déchets.

Pour la collecte d'informations déclaratives, un guide d'entretien a été élaboré et administré de manière digitalisée à l'aide de l'outil Kobotoolbox. Ce guide, adressé principalement au personnel enseignant, a couvert plusieurs aspects : l'accès à l'eau potable et son origine, le traitement de l'eau lorsque la source est non améliorée, l'existence et le fonctionnement des comités d'hygiène, l'intégration de cours sur l'hygiène dans les programmes scolaires, la gestion des déchets, les initiatives de sensibilisation à l'hygiène et aux droits humains, ainsi que les partenariats récents avec des ONGs ou les inspections scolaires. Il a également permis de documenter le nombre de personnes (garçons/filles et enseignants) qui utilisent les latrines et les urinoirs tenant compte de leurs nombre et des normes sanitaires de l'OMS.

L'enquête a couvert l'ensemble des 94 écoles primaires publiques de la commune de N'Dali, soit 100 % des écoles ciblées. En moyenne, chaque école accueille environ 274 élèves, avec une répartition estimée à 51% de filles et 49 % de garçons. Un seul répondant a été sélectionné par école, en priorité le directeur d'école, ou à défaut un membre du personnel enseignant, du comité d'hygiène ou du bureau de l'Association des Parents d'Élèves (APE). Ce choix a été fait pour garantir la fiabilité des données recueillies.

Les deux outils ont été pré-testés avant le déploiement effectif de l'enquête sur le terrain, laquelle s'est déroulée en langue française.

2.6. Analyse des données

Les données recueillies ont été enregistrées dans un tableau Excel, puis une analyse descriptive (calcul des effectifs et fréquences) a été effectuée avec le logiciel SPSS (Statistical Package for the Social Sciences) pour la synthèse des données. En plus de l'analyse descriptive, une analyse FFOM (forces, faiblesses, opportunités, menaces) liée aux questions WASH (Water, Sanitation and Hygiene) en milieu scolaire dans cette Commune a été réalisée.

2.7. Autorisation de collecte de données

Pour mener à bien cette étude, une phase de collecte de données s'est avérée nécessaire. À cet effet, une demande d'autorisation a été adressée à la mairie de la commune de N'Dali. L'étude a ainsi été officiellement autorisée par le Maire de la commune de N'Dali, par le biais du courrier N°51/250/MCN'/SE/SDLP-DASJE/SA du 08 mai 2025.

3. RÉSULTATS

3.1. Disponibilité et fonctionnement des latrines dans les écoles

La figure 2 suivante est relative aux informations liées à la disponibilité et au fonctionnement des latrines dans les écoles de la commune de N'Dali

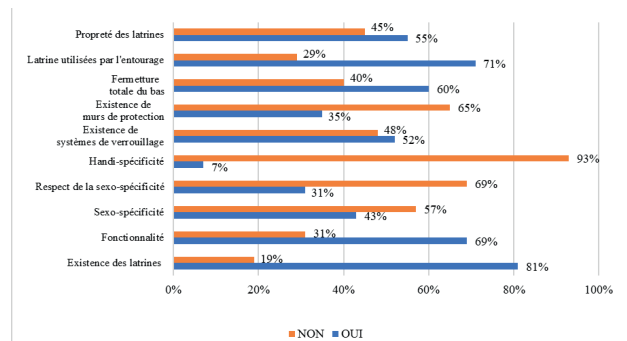


Figure 2 : Disponibilité et fonctionnement des latrines

Source : (Enquête de terrain, mai 2025)

L'analyse de la figure 2 révèle une situation préoccupante qui affecte la qualité du cadre scolaire et la santé des élèves. Il ressort que 81 % des écoles disposent de latrines, ce qui pourrait à première vue sembler satisfaisant. Toutefois, la réalité est plus nuancée : 19% des écoles n'ont aucune installation sanitaire, obligeant les élèves à recourir à la défécation en plein air, une pratique qui favorise la propagation des maladies hydriques et constitue une menace sérieuse pour la santé publique. Cela se traduit par un manque d'investissement ou de suivi de la part des autorités éducatives et sanitaires locales, et expose les élèves, notamment les filles, à des situations humiliantes, insécurisantes, voire dangereuses.

Par ailleurs, parmi les écoles qui possèdent des latrines, seulement 69 % disposent d'installations fonctionnelles. Cela signifie que plus de 30 % des infrastructures existantes sont inutilisables, souvent à cause de leur vétusté, de l'absence de portes ou d'un mauvais entretien. Ce déficit de fonctionnalité pousse les élèves à se regrouper autour des rares latrines utilisables, créant des situations de surcharge, de longues files d'attente et une dégradation accélérée des installations en service à cause de leur surexploitation. Certains élèves, rebutés par l'état des lieux, préfèrent éviter d'utiliser les toilettes pendant toute la journée scolaire, ce qui peut entraîner des troubles sanitaires comme les infections urinaires.

Un autre aspect important mis en évidence dans cette figure est la faible prise en compte de la séparation par sexe dans la construction des latrines. En effet, seulement 43 % des écoles disposent de latrines différenciées pour les filles et les garçons, alors que cette séparation est une norme de base recommandée par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Plus alarmant encore, parmi ces écoles qui prétendent avoir séparé les installations, seulement 31 % respectent réellement cette distinction. Les autres, bien qu'ayant prévu des blocs séparés en théorie, ne respectent pas cette organisation dans la pratique, en raison d'une signalisation inadéquate, d'un usage partagé par nécessité ou du mauvais état des infrastructures.

Cette absence de séparation constitue une barrière majeure à la fréquentation scolaire pour les filles, surtout pendant leurs menstruations, moment pendant lequel elles ont le plus besoin de l'hygiène. L'intimité et la sécurité nécessaires ne sont pas garanties, ce qui compromet leur bien-être et leur concentration en classe. De nombreuses études ont d'ailleurs démontré que l'absence de sanitaires appropriés est un facteur clé de l'absentéisme scolaire féminin.

Concernant l'accessibilité des latrines aux élèves en situation de handicap (handi-spécificité), les chiffres montrent que seulement 7 % des écoles primaires ont prévu des aménagements spécifiques, contre 93 % qui n'offrent aucun dispositif adapté. Cela signifie que la quasi-totalité des enfants vivant avec un handicap n'ont pas accès aux toilettes dans leur cadre scolaire. Cette exclusion remet en question le principe fondamental d'inclusion et constitue une atteinte à la dignité et aux droits de ces enfants. L'absence de rampes d'accès, de cabines élargies ou d'adaptations ergonomiques illustre un manque de considération des autorités éducatives pour cette catégorie d'élèves, renforçant ainsi leur marginalisation.

Par ailleurs, l'existence de systèmes de verrouillage sur les portes des latrines est effective dans 52 % des établissements, tandis que 48 % n'en disposent pas. L'absence de verrous constitue un frein majeur à l'utilisation des latrines, en particulier pour les filles qui exigent un minimum de sécurité et d'intimité. Lorsqu'elles ne se sentent pas à l'aise ou en sécurité, elles préfèrent éviter d'utiliser les toilettes à l'école, ce qui peut avoir des conséquences sur leur santé et leur assiduité. Ce manque de verrouillage est souvent dû à l'usure, à la négligence dans la maintenance, ou encore à une mauvaise conception initiale.

En ce qui concerne l'existence de murs de protection autour des installations sanitaires, la situation est tout aussi préoccupante. En effet, seulement 35 % des écoles primaires disposent de murs de protection, tandis que 65 % n'en possèdent pas. Ces murs sont pourtant essentiels pour garantir l'intimité des usagers, notamment en séparant visuellement les latrines du reste de la cour ou de l'environnement immédiat. Leur absence accroît le sentiment d'exposition et peut dissuader certains élèves, surtout les filles, d'utiliser les toilettes. Elle facilite également les intrusions non désirées et pose des problèmes de sécurité.

La fermeture totale du bas des cabines de latrines est effective dans 60 % des cas, tandis que dans 40 % des écoles, cette partie est ouverte ou partiellement fermée. Une ouverture à la base favorise la circulation des mauvaises odeurs, des insectes, voire l'infiltration d'eaux sales. De plus, elle compromet la confidentialité des élèves pendant l'usage, ce qui peut entraîner un rejet ou une peur d'y accéder, surtout chez les plus jeunes.

Un autre point marquant est que dans 71 % des écoles primaires, les latrines sont également utilisées par l'entourage, c'est-à-dire par des personnes extérieures à l'établissement scolaire, souvent issues des villages environnants. Cette situation révèle un manque criant d'infrastructures sanitaires communautaires dans certaines localités, ce qui pousse les populations à se tourner vers les installations scolaires. Toutefois, cette utilisation partagée engendre une surcharge, accélère la détérioration des équipements, et pose un problème d'hygiène grave pour les élèves.

Enfin, la propreté des latrines reste insuffisante : seules 45 % des écoles présentent des latrines jugées propres, contre 55 % où les installations sont dans un état d'insalubrité manifeste. Cette situation est souvent liée à l'absence de personnel d'entretien, au manque de produits de nettoyage ou encore à l'absence de structures de gestion internes comme les comités d'hygiène. Une latrine sale devient rapidement inutilisable, ce qui conduit les enfants à éviter de s'y rendre ou à faire leurs besoins à l'extérieur.

Les résultats de la figure 2, illustrent de nombreuses lacunes en matière d'aménagement, d'accessibilité, de sécurité et d'hygiène des latrines dans les écoles primaires de la commune de N'Dali. Ces insuffisances compromettent la santé, la sécurité et la dignité des élèves, avec un impact particulièrement grave sur les filles et les enfants en situation de handicap.

Proportion des latrines satisfaisant aux besoins des apprenants

La figure 3 est relative à la proportion des latrines satisfaisant aux besoins des apprenants de la commune de N'Dali.

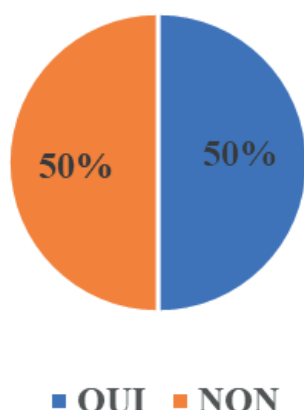


Figure 3 : Proportion des latrines satisfaisant aux besoins des apprenants

Source : (Enquête de terrain, mai 2025)

L'analyse de la figure 3 révèle que seulement 50 % des répondants estiment que les latrines disponibles dans leur école répondent aux besoins des élèves, tandis que l'autre moitié affirme le contraire. Ce partage équitable des réponses traduit une réalité hétérogène au sein des écoles de la commune. Dans la moitié de ces écoles, les latrines sont jugées suffisantes, ce qui suppose une adéquation entre le nombre d'élèves et le nombre de cabines disponibles, une fonctionnalité satisfaisante, et probablement une prise en compte minimale des besoins différenciés selon le sexe. Toutefois, ce constat reste à nuancer, car même dans ces écoles, d'autres critères comme l'entretien, l'intimité ou la sécurité peuvent encore poser problème.

La figure 3 confirme ainsi la nécessité urgente d'un appui externe, notamment celui d'organisations comme la Fondation Farid Danko (FFD), pour réduire les inégalités et combler les déficits sanitaires dans les écoles.

Disponibilité et fonctionnement des sources d'eau

La figure 4 suivante est relative aux informations liées à la disponibilité et au fonctionnement des sources d'eau.

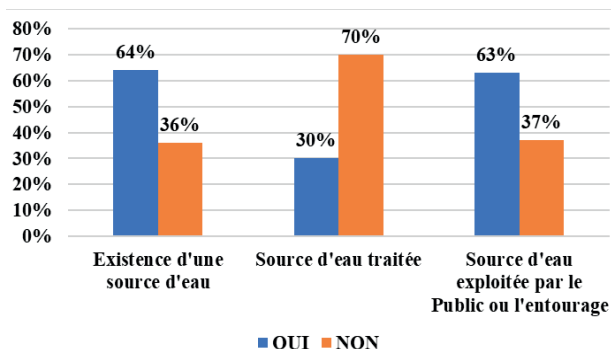


Figure 4 : Disponibilité et fonctionnement des sources d'eau.

Source : (Enquête de terrain, mai 2025)

L'analyse des données de la figure 4 permet de dresser un état des lieux préoccupant de l'accès à l'eau dans les écoles primaires publiques de la commune de N'Dali. Il ressort que 64 % des répondants déclarent qu'il existe une source d'eau dans les établissements scolaires, tandis que 36 % affirment le contraire. Cette répartition traduit une couverture incomplète de l'accès à l'eau, laissant ainsi une part significative des écoles dans une situation de précarité hydrique, ce qui peut impacter les conditions d'apprentissage et d'hygiène des élèves.

En ce qui concerne la qualité des ressources disponibles, seuls 30 % des enquêtés indiquent que

les sources d'eau sont traitées. Ce taux relativement bas permet de considérer que la majorité des enfants scolarisés consomment une eau non sécurisée, exposant ainsi les élèves à des maladies hydriques comme les diarrhées, les infections intestinales, etc[1]. Ce manque de traitement systématique de l'eau pose non seulement un problème sanitaire, mais démontre également l'insuffisance des mécanismes de gestion et de suivi de la qualité de l'eau dans les écoles.

Par ailleurs, 63 % des répondants révèlent que les sources d'eau dans les écoles sont aussi exploitées par le public ou les riverains, contre 37 % qui considèrent que ces sources sont réservées uniquement aux usagers de l'école. Cette utilisation partagée témoigne d'un besoin collectif en eau, mais engendre une pression sur les infrastructures scolaires. Elle peut accélérer la dégradation des installations, entraîner des conflits d'usage et compromettre l'accès prioritaire des élèves à cette ressource essentielle.

A cet effet, il ressort de manière claire qu'il est urgent d'améliorer l'accès à une eau potable, traitée et durable dans les écoles publiques de N'Dali.

Fréquences de traitement d'eau

La figure 5 suivante est relative aux fréquences de traitement d'eau dans les écoles de la commune de N'Dali.

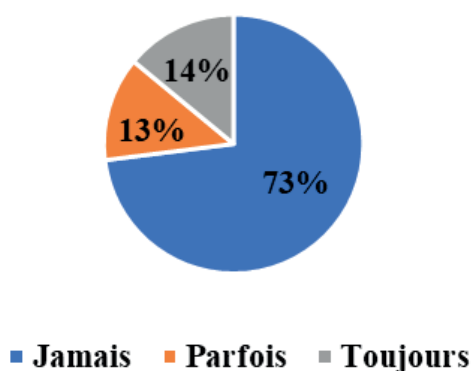


Figure 5 : Fréquences du traitement d'eau dans les écoles

Source : (Enquête de terrain, mai 2025)

Il ressort de l'analyse de la figure 5 que 73 % des répondants déclarent que l'eau disponible dans les établissements scolaires n'est jamais traitée. Ce constat est particulièrement alarmant, car il signifie que la majorité des élèves consomment une eau potentiellement non potable, ce qui les expose à de multiples risques sanitaires, notamment les maladies hydriques telles que les diarrhées, les parasitoses intestinales, ou encore la typhoïde.

En complément, 13 % des personnes interrogées estiment que l'eau est parfois traitée. Cette situation traduit une certaine irrégularité dans la gestion de la qualité de l'eau, souvent liée à des contraintes techniques, financières et organisationnelles, etc. Enfin, seuls 14 % des répondants affirment que l'eau est toujours traitée dans leurs écoles, ce qui indique une couverture très limitée en matière de traitement régulier de l'eau.

De telle situation justifie donc amplement l'intervention d'acteurs de développement comme la (FFD).

L'état des sources d'eau présentes

La figure 6 suivante présente les types des sources d'eau disponibles dans les écoles de la commune de N'Dali.

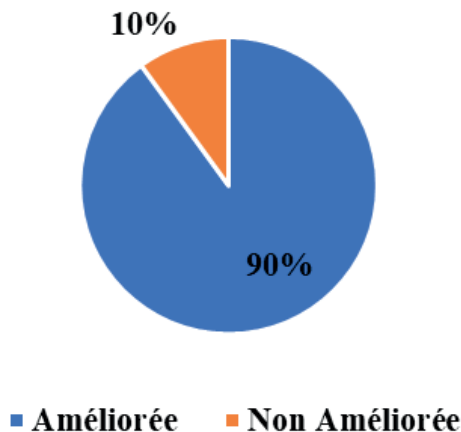


Figure 6 : Types de sources d'eau présentes
Source : (Enquête de terrain, mai 2025)

L'analyse des résultats relatifs à la figure 6 révèle que 90 % des répondants déclarent disposer de sources d'eau « améliorées », tandis que seulement 10 % indiquent avoir des sources « non améliorées ». Les sources d'eau améliorées correspondent généralement à des infrastructures protégées, telles que des puits forés, des forages équipés, etc. offrant un accès plus sûr et plus fiable à l'eau.

Ce fort pourcentage témoigne d'une avancée significative en termes d'infrastructures hydrauliques dans les écoles de la commune. Cette présence majoritaire de sources améliorées constitue un facteur positif pouvant faciliter un meilleur accès à l'eau et contribuer à réduire les risques de contamination.

Cependant, les résultats précédents (figures 4 et 5) indiquaient que la majorité des sources d'eau ne sont pas traitées (73 % d'eau jamais traitée) et qu'elles sont souvent exploitées par le public ou les riverains (63 %), la simple disponibilité de sources améliorées ne garantit pas une eau effectivement saine et sécurisée pour les élèves.

Le fait que 10 % des écoles disposent encore de sources non améliorées est également préoccupant, car cela signifie qu'une partie non négligeable des élèves reste exposée à des risques sanitaires liés à la consommation d'une eau potentiellement contaminée.

Il serait donc nécessaire de poursuivre et d'intensifier les efforts non seulement pour étendre la couverture en infrastructures hydrauliques améliorées, mais aussi pour assurer la qualité sanitaire de l'eau distribuée dans les écoles.

Fonctionnalité des sources

La figure 7 ci-dessous est relative aux états des sources d'eau des écoles de la commune de N'Dali.

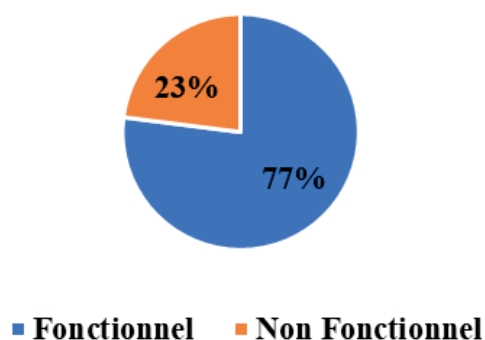


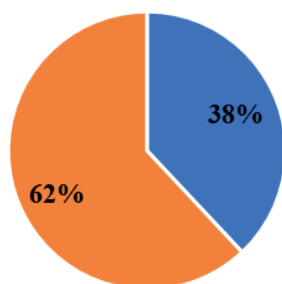
Figure 7 : Fonctionnalité des sources d'eau
Source : (Enquête de terrain, mai 2025)

Les résultats de la figure 7 montrent que 77 % des répondants estiment que les sources d'eau dans les écoles sont fonctionnelles, tandis que 23 % considèrent qu'elles ne le sont pas. Ce constat indique que la grande majorité des infrastructures d'approvisionnement en eau sont opérationnelles, ce qui est un élément positif pour garantir l'accès à l'eau dans les établissements scolaires.

Mais il est à noter que l'état fonctionnel des infrastructures, même s'il est crucial, ne garantit pas à lui seul que l'eau distribuée soit saine et sécurisée. Il faut en effet combiner fonctionnalité, qualité et gestion adaptée pour assurer une eau potable réellement bénéfique aux élèves.

3.2. Existence et fonctionnement des urinoirs

L'analyse de la figure 8 met en lumière une situation préoccupante en matière d'infrastructures sanitaires dans les écoles primaires publiques de la commune de N'Dali.

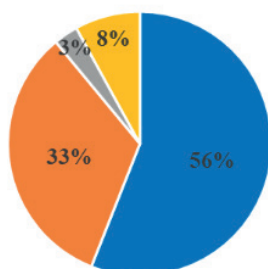


■ OUI ■ NON

Figure 8 : Existence des urinoirs dans les écoles
Source : (Enquête de terrain, mai 2025)

L'analyse de la figure 8 révèle que 62 % des répondants indiquent que leur école ne dispose pas d'urinoirs, contre seulement 38 % qui déclarent en avoir. Parmi les établissements disposant d'urinoirs, les témoignages révèlent que ces installations sont souvent rudimentaires, construites de manière sommaire sous forme de paillottes, sans respect des normes d'hygiène minimales. Dans plusieurs cas, les élèves, en absence de solutions appropriées, sont contraints de faire leurs besoins à l'air libre. Ce manque d'aménagements sanitaires adéquats constitue un risque majeur pour la santé des élèves, favorisant la prolifération de maladies liées à l'insalubrité, comme les infections digestives ou urinaires surtout chez les jeunes filles, pour qui l'absence d'espaces séparés et sécurisés peut devenir un facteur de décrochage ou d'absentéisme scolaire.

3.3. Types de traitement d'eau de boisson dans les écoles



■ Traitement à partir de la source
■ Autre type de traitement
■ Chauffage
■ Traitement à base des produits pharmaceutiques

La figure 9 ci-contre nous renseigne sur les types de traitement d'eau de boisson dans les écoles de la commune de N'Dali.

Figure 9 : Types de traitement d'eau de boisson dans les écoles
Source : (Enquête de terrain, mai 2025)

L'analyse des données issues de la figure 9 montre que 56 % des écoles traitent l'eau directement à partir de la source, ce qui pourrait indiquer l'existence de dispositifs de traitement centralisé (filtres depuis les stations de traitement). Cette situation est relativement rassurante, car elle suggère une prise en charge de la qualité de l'eau en amont, limitant les risques de contamination par des agents pathogènes. Cependant, 33 % des répondants déclarent utiliser d'autres types de traitement (pratiques informelles, comme la simple décantation). Cela soulève des interrogations sur la nature, la fiabilité et la régularité de ces traitements. L'absence de standardisation ici peut exposer les élèves à des maladies hydriques (diarrhées, dysenteries, fièvre typhoïde, etc.).

En outre, 8 % des écoles utilisent des produits pharmaceutiques (généralement des comprimés de chlore, aqua tab, etc.), ce qui constitue un moyen efficace mais qui exige une connaissance précise des doses et une formation minimale du personnel. Un mauvais usage peut entraîner soit une inefficacité du traitement, soit des effets secondaires sur la santé. Enfin, seulement 3 % des écoles utilisent la méthode de chauffage (ébullition), pourtant l'une des plus sûres pour la désinfection de l'eau. Cette très faible proportion peut s'expliquer par le coût énergétique ou son absence totale dans la plupart des écoles, le manque de moyens ou la lourdeur logistique qu'implique ce procédé en milieu scolaire.

Ces résultats montrent une situation contrastée en matière de sécurité sanitaire de l'eau consommée dans les écoles. Même si plus de la moitié (56%) des écoles semblent bénéficier d'un traitement à la source, une grande partie (44%) reste dépendante de pratiques peu encadrées ou potentiellement inefficaces. L'intervention des initiatives de développement social serait donc pertinente et urgente pour améliorer la qualité des systèmes de traitement d'eau dans les écoles, former les enseignants et responsables sur les bonnes pratiques de désinfection, mettre en place des dispositifs sûrs, économiques et durables, et surtout garantir aux enfants un droit fondamental : l'accès à une eau potable et saine.

3.4. Existence et fonctionnement du dispositif de lavage des mains

La figure suivante 10 montre les informations relatives à l'existence et fonctionnement de dispositifs de lavage des mains.

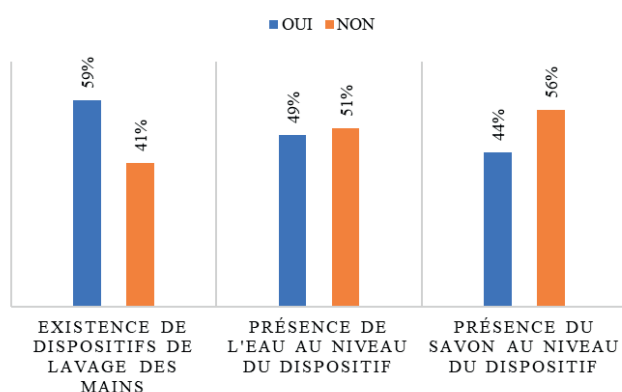


Figure 10 : Existence et fonctionnement de dispositifs de lavage des mains

Source : (Enquête de terrain, mai 2025)

D'après l'analyse des résultats de la figure 10, 59 % des répondants déclarent l'existence de dispositifs de lavage des mains dans leurs écoles, contre 41 % qui affirment ne pas en disposer. Bien que cette majorité soit encourageante, elle montre que près de la moitié des écoles restent dépourvues de dispositifs pourtant essentiels à la prévention des maladies transmissibles, en particulier les infections d'origine fécale-orale comme la diarrhée ou la dysenterie. Dans les écoles disposant de dispositifs, seulement 49 % des répondants indiquent que l'eau est effectivement disponible dans ces dispositifs contre 51%. Cela

signifie que plus de la moitié des dispositifs sont non fonctionnels ou régulièrement à sec, limitant considérablement leur efficacité. Or, sans eau, le lavage des mains devient purement symbolique et n'assure aucune protection.

De manière plus préoccupante, seulement 44 % des répondants affirment que du savon est disponible au niveau du dispositif, contre 56 % qui déclarent son absence. Cela réduit considérablement l'efficacité du lavage des mains. En effet, l'eau seule élimine peu de germes, tandis que le savon permet de détruire ou d'éliminer efficacement les agents pathogènes, notamment les virus et bactéries.

Ces résultats révèlent une situation préoccupante pour la santé des élèves de par l'absence ou le mauvais fonctionnement des dispositifs de lavage des mains favorise la transmission des maladies infectieuses, notamment dans des contextes où les enfants partagent des espaces communs (cantines, latrines, salles de classe), le manque de savon limite l'efficacité même des pratiques d'hygiène, rendant les efforts déployés partiellement inefficaces. Cela a des conséquences directes sur la santé scolaire : augmentation des cas de maladies, absences répétées, baisse de concentration, voire hospitalisations. D'un point de vue social, cela révèle des carences en matière de sensibilisation, de financement ou de maintenance des infrastructures scolaires. À long terme, cela affaiblit les efforts éducatifs, car un enfant souvent malade ou absent est un enfant qui apprend moins bien.

3.5. Modes de gestion des déchets

La figure 11 suivante montre les informations relatives aux modes de gestion des déchets dans les écoles de la commune de N'Dali

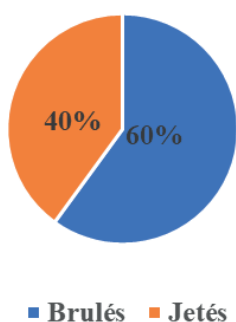


Figure 11 : Modes de gestion des déchets
Source : (Enquête de terrain, mai 2025)

L'analyse de la figure 11 révèle que 60 % des écoles adoptent le brûlage comme méthode principale d'élimination des déchets. Concrètement, les déchets, généralement rassemblés en tas derrière les bâtiments scolaires, sont brûlés à l'air libre. En revanche, 40 % des écoles déclarent jeter directement leurs résidus dans la brousse, sans aucun traitement préalable.

Il est important de noter qu'aucune des écoles enquêtées ne dispose de poubelles, ni de dépotoirs aménagés, ce qui reflète une absence quasi totale de dispositifs formels de gestion des déchets. Cette situation soulève plusieurs préoccupations majeures. D'abord, le recours au brûlage qui constitue une pratique dangereuse sur le plan sanitaire. En effet, les fumées dégagées par la combustion à ciel ouvert des déchets, souvent composés de plastiques, papiers et autres matières potentiellement toxiques, libèrent dans l'air des substances nocives telles que les particules fines, le dioxyde de carbone ou encore les dioxines.

Ces fumées, inhalées quotidiennement par les élèves et les enseignants, peuvent provoquer des troubles respiratoires, des irritations ou à long terme, des maladies chroniques, notamment chez les enfants, plus vulnérables en l'occurrence les filles et les

enfants en situation de handicap. Par ailleurs, cette pratique contribue à la pollution de l'air et, à plus grande échelle, au changement climatique.

D'un autre côté, l'abandon des déchets dans la brousse constitue une forme de pollution environnementale directe. Elle favorise l'accumulation incontrôlée de matières en décomposition ou non biodégradables autour des écoles, ce qui peut attirer des animaux nuisibles ou porteurs de maladies comme les rats, les mouches ou les moustiques. Cet environnement insalubre est non seulement néfaste pour la santé des enfants, mais il dégrade aussi l'image de l'école comme lieu d'apprentissage, de propreté et de citoyenneté.

L'absence totale de poubelles ou de dépotoirs dans ces écoles témoigne d'un manque criant d'équipements de base. Cela reflète aussi un déficit de planification ou de soutien, que ce soit au niveau local ou institutionnel. En outre, cette situation compromet l'éducation à l'hygiène et à la gestion durable des déchets, alors même que l'école devrait être un lieu de formation aux bonnes pratiques environnementales dès le plus jeune âge.

Proportion des infrastructures selon le nombre moyen d'élèves

Le tableau 1 présente les données relatives aux infrastructures d'assainissement (latrines et urinoirs) disponibles dans les écoles, en lien avec les effectifs moyens d'élèves.

Tableau 1: Nombre moyen des infrastructures disponibles dans les écoles en fonction de l'effectif moyen des élèves

Rubriques	Moyen	Min	Max	Nombre moyen d'accès des élèves par fosse de latrine et urinoir
Latrines	5	0	10	55
Urinoirs	3	0	8	91
Effectifs des élèves	274	64	534	-

Source : (Enquête de terrain, mai 2025)

L'analyse du tableau 1 révèle qu'en moyenne, chaque école dispose de 5 latrines, avec des extrêmes allant de 0 à 10 latrines selon les établissements. Le nombre moyen d'élèves par fosse de latrine est de 55 élèves. Ce ratio montre une surcharge manifeste des infrastructures, surtout dans les écoles les moins équipées.

Pour ce qui est des urinoirs, on note une moyenne de 3 par école, avec un minimum de 0 urinoir et un maximum de 8. Le nombre moyen d'élèves par fosse d'urinoir est estimé à 91 élèves, ce qui traduit une situation encore plus préoccupante, surtout pour les garçons dans les écoles ne disposant d'aucune installation spécifique pour l'urine.

En parallèle, les effectifs moyens d'élèves par école sont de 274, avec des variations allant de 64 à 534 élèves. Cette disparité confirme que dans plusieurs établissements, les infrastructures sanitaires sont largement insuffisantes au regard de la population scolaire qu'elles sont censées desservir.

Selon les normes sanitaires de l'OMS, il est recommandé d'avoir au moins une latrine pour 25 élèves dans les écoles primaires, et une séparation stricte entre latrines pour garçons et filles. Pour les urinoirs, bien qu'il n'existe pas de norme rigide, l'idéal est de réduire la promiscuité et d'assurer un accès rapide et propre pour éviter les contaminations et les

pratiques à l'air libre.

Comparées à ces standards, les écoles de la zone enquêtée sont clairement en situation de sous-équipement. Le ratio actuel (1 latrine pour 55 élèves, 1 urinoir pour 91 élèves) dépasse largement les seuils acceptables, ce qui compromet gravement la salubrité des lieux, la dignité des enfants, et leur sécurité sanitaire, notamment pour les filles.

Ces conditions augmentent le risque de maladies infectieuses (diarrhées, parasitoses, infections urinaires) et peuvent également entraîner l'absentéisme scolaire, surtout en période de menstruation pour les jeunes filles, faute d'espaces privés et adaptés.

3.6. Existence des comités d'hygiène et de gestion des infrastructures sanitaires

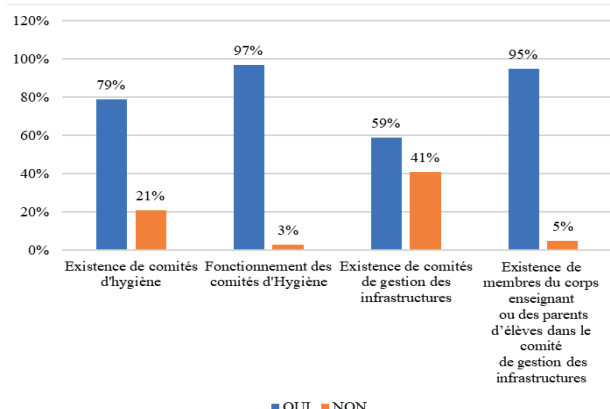


Figure 12 : Existence et fonctionnement des comités d'hygiène et de gestion des infrastructures sanitaires dans les écoles.

Source : (Enquête de terrain, mai 2025)

Analyse de la Figure 12 : Existence et fonctionnement des comités d'hygiène et de gestion des infrastructures sanitaires dans les écoles.

L'analyse de la figure 12 révèle une forte présence des comités d'hygiène dans les écoles primaires de la commune. En effet, 79 % des écoles déclarent disposer d'un tel comité, tandis que 21 % affirment ne pas en avoir. Cette majorité témoigne d'une prise de conscience relativement importante quant à l'importance d'assurer un environnement sain et sécurisé pour les élèves. Plus encore, parmi les écoles disposant d'un comité d'hygiène, 97 % assurent que ces comités fonctionnent efficacement. Ce taux élevé de fonctionnement positif est un indicateur encourageant, qui laisse penser que ces structures jouent un rôle actif dans la promotion des bonnes pratiques d'hygiène et dans la prévention des maladies au sein des établissements scolaires.

En parallèle, la présence des comités de gestion des infrastructures sanitaires est moins généralisée. Seulement 59 % des écoles déclarent en disposer, contre 41 % qui n'en ont pas. Cette disparité suggère que la gestion des infrastructures sanitaires, bien que reconnue, demeure moins organisée ou institutionnalisée que celle relative à l'hygiène. Par ailleurs, lorsque ces comités existent, 95 % d'entre eux incluent des membres du corps enseignant ou des parents d'élèves. Cette implication des acteurs clés de la communauté scolaire est un facteur positif favorable à une gestion plus participative, transparente et adaptée aux besoins réels des établissements.

Ces résultats montrent que si la majorité des écoles se sont dotées d'organes pour veiller au maintien de l'hygiène, il existe encore un besoin significatif de renforcer la mise en place et le fonctionnement des comités de gestion des infrastructures sanitaires.

Des interventions d'organisme de développement social seraient nécessaires pour

appuyer ces écoles à la création des comités dans les écoles dépourvues, en assurant leur formation et en facilitant leur accompagnement pour une gestion durable et efficace des infrastructures sanitaires scolaires. De telles actions contribueraient à améliorer les conditions d'hygiène et de salubrité, participant ainsi à la santé et au bien-être des élèves, mais également à la pérennité des infrastructures.

3.7. ANALYSE FFOM liée au fonctionnement des écoles

Par ailleurs, nous avons jugé bon de faire une analyse des Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces liées au fonctionnement des écoles de la commune de N'Dali. Cette analyse prend en compte la situation d'eau, l'assainissement, l'hygiène ainsi que la présence et le fonctionnement des infrastructures présentes dans la commune.

Tableau 2 : Analyse FFOM liée au fonctionnement des écoles

FORCES	FAIBLESSES
- Existence de comités d'hygiène dans la majorité des écoles (79%) traduisant une structure organisationnelle de base pour la gestion de l'hygiène scolaire. - Comités d'hygiène fonctionnels (97%) illustrant un engagement actif à l'échelle locale. - Présence d'infrastructures de base (latrines et urinoirs), bien que leur nombre reste à renforcer.	- Infrastructures insuffisantes et inégalement réparties en termes de latrines, en dessous des normes. - Traitement d'eau quasi inexistant exposant les enfants à des risques de maladies hydriques. - Manque de maintenance régulière à cause du manque de budget, de suivi ou de personnel formé, etc. - Absence de comités dans certaines écoles (21 %) limitant la sensibilisation et l'application des bonnes pratiques.
OPPORTUNITES	MENACES
- Partenariats avec la Fondation Hubi et Vinciane qui appuie déjà des actions en santé, éducation et assainissement. - Existence des programmes sectoriels du gouvernement ou des agences comme l'UNICEF et l'UNESCO ciblent les écoles rurales et semi-urbaines. - Mobilisation communautaire à travers les parents d'élèves et leaders locaux disponibles pour accompagner des actions volontaristes (entretien, sensibilisation, mobilisation de ressources locales).	- Risque sanitaire accru en raison de l'insuffisance de l'eau potable et l'inexistence d'infrastructures sanitaires adéquates augmentant l'exposition aux maladies (diarrhée, vers intestinaux...). - Croissance rapide des effectifs scolaires dépassant les capacités existantes des écoles, tant sur le plan des infrastructures que du personnel. - Manque de financements durables et dépendance excessive aux dons extérieurs compromettant la pérennité des actions si les ressources se tarissent. - Risques environnementaux tels que les inondations, sécheresses, insalubrité saisonnière qui endommagent ou rendent inutilisables les infrastructures en place.

Source : (Enquête de terrain, mai 2025)

4. RECOMMANDATIONS

Sur la base des constats issus du diagnostic mené dans les 94 écoles primaires publiques de la commune de N'Dali, les recommandations ci-après visent à orienter les interventions futures de la Fondation Farid Danko (FFD) et de ses partenaires techniques et institutionnels ainsi que tout autre organisation ayant intérêt. Elles s'articulent autour de quatre axes prioritaires : le renforcement des infrastructures WASH, l'amélioration de la gestion de ces infrastructures, la promotion des comportements d'hygiène et la pérennisation des actions.

4.1. Renforcer et adapter les infrastructures WASH scolaires

4.1.1. Latrines Scolaires

- Construire ou réhabiliter des blocs de latrines selon les normes WASH de l'OMS et de l'UNICEF, en veillant à la séparation stricte par sexe et à l'adaptation pour les enfants en situation de handicap (rampes d'accès, cabines élargies, dispositifs ergonomiques).
- Installer des systèmes de verrouillage sécurisés et des murs de protection pour garantir l'intimité et la sécurité, en particulier pour les filles.
- Réduire le ratio élèves/latrine pour se rapprocher de la norme internationale (1 latrine pour 25 élèves).
- Prévoir des dispositifs de gestion des boues et d'entretien régulier pour prolonger la durée de vie des ouvrages.

4.1.2. Accès à l'eau potable

- Étendre la couverture en sources d'eau améliorées (forages, puits modernes, mini-adductions).
- Mettre en place des dispositifs de traitement d'eau à l'échelle des écoles (filtres, chloration, kits AquaTab, etc.) avec un suivi de la qualité de l'eau.
- Prioriser la réhabilitation des points d'eau non fonctionnels et le renforcement de la maintenance pour garantir la continuité du service.
- Promouvoir une gestion partagée mais encadrée des points d'eau entre écoles et communautés afin d'éviter la surexploitation.

4.1.3. Dispositifs de lavage des mains

- Doter chaque école d'au moins un dispositif de lavage des mains fonctionnel par bloc de latrines, avec un approvisionnement régulier en eau et en savon.
- Favoriser l'installation de dispositifs durables et peu coûteux (tippy-taps, lavabos à réservoirs intégrés, etc.).
- Mettre en place un suivi régulier du fonctionnement de ces dispositifs par les comités d'hygiène.

4.1.4. Gestion des déchets

- Introduire des systèmes écologiques de gestion des déchets : installation de poubelles, de dépotoirs aménagés et de fosses de compostage.
- Interdire la pratique du brûlage à l'air libre et sensibiliser sur ses effets sanitaires.
- Intégrer la valorisation des déchets dans l'éducation environnementale des élèves.

4.2. Améliorer la gestion des infrastructures

- Renforcer la création et le fonctionnement effectif des comités d'hygiène et de gestion des infrastructures dans toutes les écoles (21 % en sont encore dépourvues).
- Former ces comités à la maintenance préventive et à la gestion participative des installations sanitaires et hydrauliques.
- Impliquer les parents d'élèves, enseignants et collectivités locales dans la supervision et la mobilisation de ressources locales pour l'entretien courant.
- Définir un plan communal de gestion WASH scolaire, sous la coordination de la mairie, pour assurer un suivi cohérent entre écoles.

4.3. Promouvoir la sensibilisation et l'éducation à l'hygiène

- Renforcer les activités de sensibilisation continue sur le lavage des mains, l'hygiène menstruelle, la gestion des déchets et la consommation d'eau traitée.
- Intégrer des modules d'éducation à l'hygiène et à la santé environnementale dans les programmes scolaires.
- Organiser des campagnes communautaires associant les élèves, enseignants, comités d'hygiène, APE et leaders locaux.
- Mettre l'accent sur la promotion de l'hygiène menstruelle par la mise à disposition d'espaces adaptés et de kits d'hygiène pour les filles.

4.4. Assurer la durabilité et la coordination des interventions

- Mettre en place un mécanisme de suivi-évaluation régulier des infrastructures et pratiques WASH dans les écoles, avec des indicateurs de performance clairs pour évaluer l'impact des actions.
- Établir des partenariats stratégiques avec des organisations déjà actifs dans le domaine (UNICEF, Fondation Hubi et Vinciane, Caritas, etc.) afin de mutualiser les ressources et les actions.
- Promouvoir des solutions locales et éco-responsables, telles que la récupération d'eau de pluie et l'utilisation de matériaux locaux durables.
- Garantir la pérennisation des actions de la FFD par la formation de relais communautaires et la mise en place de fonds locaux d'entretien.

Ces recommandations traduisent une approche intégrée visant à renforcer la santé, la dignité et la réussite scolaire des enfants de la commune de N'Dali. Leur mise en œuvre concertée par la Fondation Farid Danko, la mairie, les écoles et les partenaires techniques contribuera à bâtir un modèle de gestion WASH scolaire durable, inclusif et reproductible à l'échelle nationale.

5. CONCLUSION

L'enquête menée dans les écoles primaires publiques de la commune de N'Dali a permis de dresser un état des lieux détaillé de l'accès, de la fonctionnalité et de la gestion des infrastructures d'eau, d'hygiène et d'assainissement. Les résultats montrent que, malgré la présence de certaines installations, de nombreuses écoles font face à des déficits critiques en matière de latrines adaptées, de dispositifs de lavage des mains fonctionnels, d'accès à une eau potable traitée et de gestion appropriée des déchets. Ces insuffisances compromettent la santé des élèves, freinent leur assiduité scolaire et renforcent les inégalités, notamment pour les filles et les enfants en situation de handicap.

L'analyse FFOM a mis en évidence à la fois des leviers encourageants – comme la présence de comités d'hygiène dans plusieurs écoles et la disponibilité d'eau dans certaines localités – et des menaces persistantes, telles que le manque de suivi, les dégradations des ouvrages ou encore la faible mobilisation des ressources locales.

Face à ces constats, il est nécessaire de mettre en œuvre des actions coordonnées autour de trois axes majeurs :

- la construction ou la réhabilitation d'ouvrages sanitaires selon les normes de l'OMS et de l'UNICEF, en tenant compte des spécificités de genre et d'accessibilité ;
- la mise en place de dispositifs de lavage des mains durables, accompagnés d'un approvisionnement régulier en eau et en savon ;
- la sensibilisation continue des élèves, enseignants et communautés à l'hygiène, ainsi que le renforcement des mécanismes de gouvernance locale pour la gestion et l'entretien des infrastructures.

Cette étude constitue un outil de référence pour la Fondation Farid Danko et pour tout acteur engagé dans l'amélioration des conditions de vie en milieu scolaire. L'éducation de qualité passe aussi par un cadre sanitaire sécurisé, inclusif et respectueux de la dignité de chaque enfant.

6. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Girmay, A. M., Weldetinsae, A., Mengesha, S. D., Adugna, E. A., Alemu, Z. A., Wagari, B., Serte, M. G., Awoke, K. S., Bedada, T. L., Weldegebriel, M. G., et al. (2023). Associations of WHO/UNICEF Joint Monitoring Program (JMP) Water, Sanitation and Hygiene (WASH) Service Ladder Service Levels and Sociodemographic Factors with Diarrhoeal Disease among Children under 5 Years in Bishoftu Town, Ethiopia: A Cross-Sectional Study. *BMJ Open*, 13, e071296. <https://doi.org/10.1136/bmjopen-2022-071296>
2. Joel, N. P., Lebrun, K. N., & Bob, S. N. (2024). Établissements scolaires assainis dans la Ville-Province de Kinshasa. *International Journal of Social Sciences and Scientific Studies*, 4(2), 3767–3779. <https://ijssass.com/index.php/ijssass/article/view/281>
3. Assogba Adje, M. I., Yemadje, A. S. A., Johnson, C. R., & Bedie, V. (2023). Analyse de l'influence des pratiques socio-éducatives sur l'adoption des règles d'hygiène et d'assainissement par les écoliers dans la commune de Tchaourou. *Revue Territoires, Environnement et Sociétés*, 06(1), 48–63.
4. Harvey, P., & Adenya, E. (2009). An Assessment of Sanitation and Hygiene in Primary Schools in Zambia. In R. J. Shaw (Ed.), *Water, Sanitation and Hygiene – Sustainable Development and Multisectoral Approaches: Proceedings of the 34th WEDC International Conference, Addis Ababa, Ethiopia, 18–22 May 2009* (8 p.).
5. Deyasso, M., & Ashenafi, M. (2025). A Comparative Analysis of Water, Sanitation, and Hygiene (WASH) Situation among Public and Private Schools in Kirkos Sub-City, Addis Ababa Ethiopia. *Ethiopian Journal of Education and Sciences*, 17(2), 18–31. <https://www.ajol.info/index.php/ejesc/article/view/292071>
6. Tsige, W., Kummie, A., & Dejene, T. (2019). Status of School Sanitation Service and Factors Affecting School Water, Sanitation and Hygiene Services: A School-Based Cross-Sectional Study. *Environmental Pollution and Climate Change*, 2, 168. <https://doi.org/10.4172/2573-458X.1000168>
7. Wada, O. Z., Oloruntoba, E. O., Adejumo, M., & Aluko, O. O. (2020). Classification of Sanitation Services and Students' Sanitation Practices among Schools in Lagos, Nigeria. *Environment and Natural Resources Research*, 10, 55. <https://doi.org/10.5539/enrr.v10n3p55>
8. Duvernay, P.-G., Campos Nogueira, R., Pittet, L., Pereira Vale dos Passos, M., Guira, O., Bamouni, I., & Korgo, P. (2022). Water Quality and Hygiene Behavior in Burkina Faso: The Impact of Locally Produced Sodium Hypochlorite Solution in Schools. *Health Sciences and Disease*, 23(8). <https://doi.org/10.5281/hsd.v23i8.3692>
9. Alexander, K. T., Oduor, C., Nyothach, E., Laserson, K. F., Amek, N., Eleveld, A., Mason, L., Rheingans, R., Beynon, C., Mohammed, A., et al. (2014). Water, Sanitation and Hygiene Conditions in Kenyan Rural Schools: Are Schools Meeting the Needs of Menstruating Girls? *Water*, 6, 1453–1466. <https://doi.org/10.3390/w6051453>
10. Direction générale de la coordination et du suivi des ODD (DGCS-ODD). (2019). Spatialisation des cibles prioritaires des ODD au Bénin. United Nations Department of Economic and Social Affairs. Consulté le 17 mars 2025. <https://sdgs.un.org/partnerships/spatialisation-des-cibles-prioritaires-des-odd-au-benin>

Tous droits réservés.

Ce document peut être partagé, téléchargé et cité librement à des fins éducatives, scientifiques ou non lucratives, à condition d'en mentionner correctement la source et de ne pas en altérer le contenu.

Citation Recommandée

Fondation Farid Danko. Diagnostic sur la disponibilité et la fonctionnalité des infrastructures sanitaires dans les écoles publiques du Bénin : cas de la commune de N'Dali. Fondation Farid Danko, 2025.

Utilisation du document

Toute reproduction, adaptation ou diffusion à des fins commerciales est interdite sans autorisation écrite de la Fondation Farid Danko.

Pour toute demande, contacter : communication@fondationfariddanko.org

Versions linguistiques

Le diagnostic est disponible en :

- Français

- Anglais

- Arabe

en libre consultation sur les principales plateformes internationales de diffusion scientifique et solidaire.

Référence en ligne

Version officielle disponible sur : <https://fondationfariddanko.org/>

(A adapter selon le lien PDF final, ResearchGate, Zenodo, Erudit, etc.)

